



Académie d'Aix-Marseille

FRAIS DE CHANGEMENT DE RESIDENCE
Demande d'ouverture de droit à indemnisation

renseignements à prendre en compte pour l'établissement de l'arrêté d'ouverture de droit
Attention : aucune demande incomplète ne pourra être étudiée

NOM, Prénom :

Grade et emploi : :

Nouvelle résidence administrative :

Date d'installation dans ce poste à titre définitif : (joindre 1 copie de l'arrêté)

Motif de la demande de mutation dans les Hautes-Alpes

- Suppression d'emploi
- Promotion
- Convenances personnelles
- Rapprochement conjoint fonctionnaire
- Autre :

Postes occupés au cours des 5 dernières années		
Etablissement	Commune	Date de l'installation <u>Préciser</u> : à titre provisoire ou définitif

Avez-vous perçu des indemnités pour frais de changement de résidence au cours des 5 dernières années ?

- OUI
- NON

Si non, joindre une attestation de non perception de ces indemnités dans les 5 dernières années, à solliciter auprès de la direction des services départementaux de l'éducation nationale d'origine.

Situation de famille : Célibataire Marié Veuf Divorcé PACS, concubinage

Profession du conjoint ou concubin :

Personnes à charge accompagnant le fonctionnaire dans son poste d'affectation
(ou qui le rejoindront dans les neuf mois à compter de sa date d'installation)

DESIGNATION	NOM - PRENOM	DATE DE NAISSANCE	Observations
Conjoint ou concubin	_____	_____	_____
Enfants à charge au sens de la législation	_____	_____	_____
sur les prestations familiales	_____	_____	_____
Ascendants à charge	_____	_____	_____

Certifié exact par l'intéressé(e) le

Signature :

RESIDENCE FAMILIALE

Adresse de l'ancien domicile :

.....

Date du déménagement :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(rayer les mentions inutiles)

- Si la famille du fonctionnaire est déjà installée dans la nouvelle résidence ;

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que je suis définitivement installé(e) à (précisez l'adresse) :

.....

.....

avec ma famille composée de mon conjoint (ou concubin) et de mes enfants (prénoms) :

.....

- Si la famille du fonctionnaire n'est pas encore installée dans la nouvelle résidence :

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que je suis définitivement installé(e) à (précisez l'adresse) :

.....

.....

Je m'engage à justifier dans un délai d'un an à compter de la date de changement de résidence administrative que tous les membres de ma famille pris en compte pour le calcul de l'indemnité m'ont effectivement rejoint dans ma nouvelle résidence familiale (art. 49 § 5).

- Autre cas :

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que je suis définitivement installé(e) à (précisez l'adresse) :

.....

.....

et ne demande le bénéfice du remboursement des frais de changement de résidence que pour moi-même.

Je soussigné(e) certifie l'exactitude du présent état à tous les égards.

A, le

Signature de l'intéressé(e)